



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA GIRONDE

Direction Départementale de la Protection des Populations

Service de la protection de l'environnement

5, boulevard Jacques Chaban-Delmas
Bruges - CS 60074 - 33070 Bordeaux cedex

Courriel : ddpp-sv@gironde.gouv.fr

Tél. : 05 56 42 44 66

Fax : 05 56 69 27 28

Affaire suivie par : Samuel AUDUC

Horaires d'ouverture au public :

9 h 00 - 12 h 00 / 14 h 00 - 16 h 00

Uniquement sur rendez-vous

Réf. : IC1300112

Bordeaux, le 18 février 2013

Objet : Recherche et de réduction des substances dangereuses – Surveillance pérenne

CODE DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉVENTION DES POLLUTIONS DES RISQUES ET DES NUISANCES

Rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques :

Recherche et de réduction des substances dangereuses – Surveillance pérenne Mise en œuvre au sein d'ICPE relevant de la rubrique 2251 "Préparation et conditionnement de vins" et du régime de l'autorisation :

SAS Les Grands Chais de France à LANDIRAS (33720).

PRÉAMBULE.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la poursuite de l'action pluriannuelle initiée en 2009 de mise en œuvre de la 2^{ème} phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses (RSDE) pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées soumises à autorisation.

Il est établi sur la base du rapport de surveillance initiale transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 7 mai 2012 et des courriers de l'exploitant du 17 octobre et 5 novembre 2012 relatifs aux caractéristiques physico-chimiques de l'eau utilisée pour le process et du ruisseau "Le Tursan".

1. INTRODUCTION.

La circulaire du 5 janvier 2009, adressée aux préfets, présentait la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique (RSDE) présentes dans les rejets aqueux des installations classées (ICPE) dont la première phase avait été initiée en 2002.

Cette action nationale pluri-annuelle du ministère s'inscrit dans le plan national d'action 2010-2013 contre la pollution des milieux aquatiques par les micro-polluants qui a été approuvé en conseil des ministres le 13 octobre 2010. L'objectif principal visé par cette action est d'aboutir dans les prochaines années à des réductions significatives, voire à des suppressions, des émissions des substances dangereuses (identifiées par la Directive Cadre sur l'eau (DCE) dans ses annexes IX et X), provenant des installations classées vers le milieu aquatique.

Il s'agit pour les installations classées de contribuer, à leur juste part, aux échéances de :

- ✓ 2015 (voire 2021 ou 2027 en cas de dérogation identifiée dans les SDAGE), pour l'atteinte de l'objectif de bon état chimique et écologique et au respect du principe de non-dégradation des masses d'eau superficielles, qui sont traduits dans les orientations des SDAGE approuvés fin 2009.
- ✓ 2021 (voire 2028 pour certaines substances), pour le respect des objectifs nationaux de réduction voire de suppression imposés par la DCE qui sont également déclinés dans les SDAGE.

2. LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE.

La circulaire du 5 janvier 2009 et ses notes complémentaires du 23 mars 2010 et du 27 avril 2011 définissent les modalités de recherche et de réduction de substances dangereuses dans l'eau.

Ces circulaires prévoient de mettre à jour l'ensemble des arrêtés préfectoraux des installations soumises à autorisation ayant des rejets dans l'eau afin de prescrire :

- ✓ Une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu),
- ✓ La remise d'un rapport d'analyses par l'exploitant dans lequel sont proposées les substances pouvant être abandonnées et celles devant être surveillées de façon pérenne sur le site,
- ✓ Une surveillance pérenne des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- ✓ La réalisation par l'exploitant d'un programme d'actions pour certaines substances avec une étude technico-économique accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,

L'examen du rapport de surveillance initiale a été réalisé selon les critères fixés par la note du 27 avril 2011.

3. EXPERTISE DES REJETS AQUEUX DE LA SOCIETE SAS LES GRANDS CHAIS DE FRANCE.

Pour la société SAS Les Grands Chais de France, L'arrêté préfectoral complémentaire 14556/3 du 9 mars 2010 prescrivait la recherche d'un ensemble de substances susceptibles d'être présent dans leurs rejets aqueux.

Le rapport de surveillance initiale a été transmis, à l'inspection des installations classées, le 7 mai 2012.

3.1. RECEVABILITE DU RAPPORT DE SURVEILLANCE INITIALE

Selon la note ministérielle du 27 avril 2011, la conformité des mesures et l'estimation du flux journalier moyen ont été vérifiés pour juger de la recevabilité du rapport de surveillance initiale (en annexe 1 du présent rapport, les paramètres ayant permis d'instruire les rapports de surveillance sont précisés).

Il convient de souligner que tous les résultats de la mesure des substances dangereuses dans l'eau devaient être saisis sur le site de l'INERIS qui en contrôlait la justesse analytique.

Après examen du rapport de surveillance initiale transmis par la société SAS Les Grands Chais de France, l'ensemble des résultats ont été validés par le service de la DREAL.

3.1.1. Analyse de la surveillance initiale.

La note du 27 avril 2011 prévoit que les substances devant faire l'objet d'une poursuite de leur surveillance sont celles qui répondent à **au moins** un des critères suivants :

- ✓ La substance a été qualifiée « d'incorrecte rédhibitoire » par l'INERIS,
- ✓ Le flux journalier moyen émis est supérieur à la valeur figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 2 de la note du 27/04/2011 (avec majoration de la mesure par l'étendue de l'incertitude sur la mesure). Il s'agira du flux journalier moyen net si l'exploitant démontre la contamination du milieu en amont,
- ✓ La concentration moyenne majorée de l'incertitude de mesure pour la substance est supérieure à 10*NQE (norme de qualité environnementale figurant à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié),
- ✓ Le flux calculé majoré de l'incertitude de mesure pour la substance est supérieur à 10% du flux théorique admissible par le milieu récepteur (le flux admissible étant le produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE conformément aux explications de l'alinéa précédent),
- ✓ La substance décline la masse d'eau où a lieu le rejet (ou la substance est un paramètre responsable d'un risque de non atteinte du bon état des eaux (RNABE) ou les mesures de la concentration de la substance dans le milieu récepteur dépassent la NQE et en sont proches.)

En sus, la note du 27 avril 2011 impose à l'exploitant de proposer et remettre un programme d'actions (trame du programme d'action imposée par la lettre ministérielle du 19 septembre 2011) si l'un des critères suivants au moins est atteint :

- ✓ Le flux journalier moyen émis est supérieur à la valeur figurant dans la colonne B du tableau de l'annexe 2 de la note du 27/04/2011 (avec minoration de la mesure par l'étendue de l'incertitude. Il s'agira du flux journalier moyen net si l'exploitant démontre la contamination du milieu en amont,
- ✓ Le flux calculé majoré de l'incertitude de mesure pour la substance est supérieur à 100% du flux théorique admissible par le milieu récepteur.

3.1.2. Courriers de l'exploitant des 17 octobre et 5 novembre 2012.

L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées la dureté du milieu aqueux récepteur, qui se révèle supérieure à 24 mg CaCO₃/l. Cette valeur était nécessaire pour déterminer le type d'actions à engager dans le cadre de la surveillance pérenne.

En ce qui concerne les caractéristiques de l'eau d'adduction, l'exploitant a précisé que celle-ci contenait une concentration en cuivre de 0,11 mg/l en joignant les résultats d'une analyse d'eau consultable en mairie.

L'exploitant demandait donc qu'il soit tenu compte de cette concentration et du niveau de consommation en eau du site pour déterminer les suites à donner dans le cadre de la surveillance pérenne et se basait sur les propos de la circulaire du 5 janvier 2009 : "Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de la substance", pour justifier l'abandon de la surveillance.

L'inspection des installations classées a toutefois tenu compte des critères introduits par la note du 27 avril 2011 relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées.

Celle-ci prévoit, dans son paragraphe 1.2.3. (Calcul du flux journalier importé lorsque le rejet et le prélèvement sont réalisés dans le même milieu) : "Un flux journalier moyen émis « net » peut alors être calculé par application de ce pourcentage de réduction au flux moyen journalier calculé au 1.2.2 à la condition expresse que le rejet ait lieu dans le même milieu que le prélèvement".

Dans le cas de la SAS Les Grands Chais de France, le prélèvement d'eau et le rejet n'étant pas réalisés dans le même milieu, la surveillance pérenne du cuivre avec plan d'action et étude technico-économique est donc nécessaire.

CONCLUSIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.

Suite à l'analyse de la surveillance initiale réalisée par la SAS Les Grands Chais de France et les courriers du 17 octobre et 5 novembre 2012, l'arrêté préfectoral proposé aujourd'hui prescrit :

- ✓ Une surveillance pérenne pour les substances suivantes :
 - Cuivre et ses composés,
 - Zinc et ses composés,
- ✓ Un programme d'action et une étude technico-économique pour la substance suivante :
 - Cuivre et ses composés,

En application des dispositions du code de l'environnement (articles L. 124-1 à L. 124-8 et R. 124-1 à R. 124-5) et dans le cadre de la politique de transparence et d'information du public du Ministère en charge de l'Environnement, ce rapport sera mis à disposition du public sur le site internet de l'inspection des installations classées accessible à l'adresse suivante : <http://installationsclassées.ecologie.gouv.fr/> (Onglet « Base des installations classées »).



Samuel AUDUC
Inspecteur des installations classées

Vu et transmis,
Pour le directeur départemental
de la protection des populations



Céline LOPEZ
Le chef du service environnement
Inspecteur des installations classées

Annexe 1 au rapport de présentation pour la poursuite de l'action de recherche et réduction des substances dangereuses dans l'eau.

CONFORMITÉ DES MESURES RÉALISÉES AUX PRESCRIPTIONS DU CAHIER DES CHARGES PRÉSENTÉ DANS L'ANNEXE 5 DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009.

Il est prévu que :

- ✓ Le chargement de la totalité des résultats des mesures de la surveillance initiale doit avoir été effectué directement sur le site RSDE de l'INERIS (<http://rsde.ineris.fr>).
- ✓ L'exploitant doit avoir intégré dans son rapport de surveillance initiale les données saisies sur le site <http://rsde.ineris.fr> ainsi que les dates de transmission associées et la qualification attribuée par l'INERIS à l'issue des contrôles effectués (le détail du circuit de contrôle mis en place par l'INERIS est disponible sur ce site Internet).
- ✓ L'exploitant doit avoir fourni dans son rapport l'état récapitulatif, édité à partir de l'espace personnalisé qui lui est attribué sur le site de l'INERIS. Les mesures des paramètres pour lesquelles au moins une qualification est « incorrecte-réhibitoire » doivent alors être considérées comme non-conformes et ne peuvent être prises en compte. Elles devront donc être renouvelées, dans des conditions techniques conformes aux dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009, dans le cadre de la surveillance pérenne.

ESTIMATION DU FLUX JOURNALIER MOYEN.

Il est prévu que :

- ✓ Le flux journalier moyen émis par le rejet aqueux de l'ICPE est le critère principal à analyser lors de l'exploitation du rapport de surveillance initiale. Pour chaque substance dangereuse, il doit être calculé à partir des concentrations et des débits qui ont été mesurés au cours de chacun des prélèvements effectués au titre de la surveillance initiale. Chacune des mesures de ces paramètres doit donc être clairement présentée dans le rapport remis par l'exploitant.
- ✓ Une justification de la représentativité des mesures effectuées par rapport aux conditions de fonctionnement habituelles de l'exploitation doit également figurer dans le document.

MESURES DES CONCENTRATIONS.

Lors de chaque prélèvement, doit avoir été mesurée, pour chacune des substances visées par la surveillance initiale, une concentration dans le rejet aqueux de l'ICPE.

L'étendue de l'incertitude associée à cette valeur de concentration doit être présentée. Il en est de même pour une mesure de concentration ayant été effectuée dans le milieu à l'amont du prélèvement de l'ICPE.

Une concentration moyenne obtenue en effectuant la moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées doit être présentée $[(C1 \times D1 + C2 \times D2 + \dots + C6 \times D6) / (D1 + D2 + \dots + D6)]$;

Lorsque le résultat, pour certaines des mesures de la surveillance initiale, est indiqué comme « inférieur à la limite de quantification à laquelle a travaillé le laboratoire », la valeur à prendre en compte dans le calcul de la moyenne est égale à la moitié de la valeur de la limite de quantification indiquée par le laboratoire. Lorsque la valeur moyenne, ainsi calculée, de la série de mesure est inférieure à la limite de quantification, la concentration moyenne est alors présentée comme inférieure à la limite de quantification (LQ).

CALCUL DU FLUX JOURNALIER MOYEN.

Pour chaque jour de prélèvement, le flux journalier émis pour chaque substance est calculé en effectuant le produit des mesures du débit et de la concentration.

L'étendue de l'incertitude sur ce flux journalier doit être calculée et présentée à partir des incertitudes sur les mesures de débit et de concentration.

Le flux journalier moyen est obtenu en effectuant la moyenne arithmétique des flux journaliers calculés. L'étendue de l'incertitude sur ce flux journalier moyen doit être présentée.

En cas de concentration moyenne inférieure à la LQ, le flux journalier moyen est considéré comme nul.

CALCUL DU FLUX JOURNALIER IMPORTÉ LORSQUE LE REJET ET L'ALIMENTATION SONT RÉALISÉS DANS LE MÊME MILIEU.

Si une mesure de concentration de la substance a été effectuée dans le milieu à l'amont du prélèvement de l'ICPE, un flux journalier importé et relargué peut-être calculé à partir de cette mesure et de la mesure du débit au niveau du rejet.

Le jour du prélèvement, le pourcentage du flux journalier importé et relargué par rapport au flux émis est calculé.

Si plusieurs mesures de concentrations amont ont été réalisées, un pourcentage moyen est calculé. Un flux journalier moyen émis « net » peut alors être calculé par application de ce pourcentage de réduction au flux journalier moyen calculé plus haut à la condition expresse que le rejet ait lieu dans le même milieu que le prélèvement.